



## SÉCURITÉ, MENACES: UNE VISION ACTUALISÉE

AGEFI - 04.08.2021

**AU MOINS UNE FOIS PAR LÉGISLATURE, LE CONSEIL FÉDÉRAL PUBLIE UN «RAPPORT SUR LA POLITIQUE DE SÉCURITÉ» OÙ IL SE LIVRE À UNE ANALYSE DES DIFFÉRENTS RISQUES QUI PÈSENT SUR LA SUISSE, DES MOYENS D'Y RÉPONDRE, ET DE LA STRATÉGIE ET DES PRIORITÉS À SUIVRE DANS CE DOMAINE.**

Cinq ans après celui de 2016, un nouveau rapport est actuellement en consultation publique, jusqu'à la mi-août.

Le document ne révèle rien de véritablement nouveau. Il évoque le contexte géopolitique mondial, instable, marqué par une concurrence accrue entre les grandes puissances et entre différents modèles de société, mais aussi par la technologie et la numérisation. Il décrit surtout de manière ordonnée et synthétique l'éventail des menaces identifiées, des plus médiatisées – terrorisme, cyberattaques, désinformation, catastrophes naturelles ou sanitaires – aux plus classiques, notamment la menace d'un conflit armé. A ce sujet, il est constaté que «l'utilisation de la violence armée par des acteurs étatiques reste une réalité en Europe» et que si une attaque contre la Suisse paraît peu probable à court et à moyen terme, «les répercussions d'une telle attaque seraient néanmoins tellement graves que cette éventualité ne doit pas être négligée». On sait gré au Conseil fédéral de rappeler ainsi que les nouvelles menaces s'ajoutent généralement aux anciennes, sans jamais les remplacer totalement.

Pour définir notre politique de sécurité face à ces menaces, le Conseil fédéral énumère neuf «objectifs», tous assez louables – renforcer la détection précoce des menaces, accroître la protection contre les cybermenaces, mettre l'accent sur les conflits hybrides, garantir la libre formation des opinions, etc. –, mais qui indiquent souvent des directions à suivre plus que des objectifs concrets à atteindre. L'un de ces objectifs, en écho à la crise que l'on vient de traverser, demande de «renforcer la résilience et la sécurité d'approvisionnement» en réduisant notre dépendance de l'étranger en matière de biens et services essentiels, mais aussi pour l'équipement de l'armée ou en matière de communications.

Ces objectifs touchent tous les domaines et font de la politique de sécurité une politique transversale. Ce n'est pas faux, mais cela oblige un tel document à rester un peu à la surface des choses. Lorsque des éléments de mise en œuvre sont proposés, on réalise que certains sont appréciables et d'autres discutables.